



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Rue du Cul-d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-barthelemy-d'anjou

Saint-barthélemy-d'anjou, le  
21/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LA MENIGAUDIERE**

1376 RTE DES VERGERS  
LA CROIX DE PIERRE  
49390 Noyant-Villages

Références : 2026-551\_INSP\_LA MENIGAUDIERE\_Noyant-Village\_RAP  
Code AIOT : 0006305455

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2026 dans l'établissement LA MENIGAUDIERE implanté 1376 RTE DES VERGERS LA CROIX DE PIERRE 49390 Noyant-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA MENIGAUDIERE
- 1376 RTE DES VERGERS LA CROIX DE PIERRE 49390 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006305455
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société La Menigaudière exploite une installation de stockage et de conditionnement de pommes sur la commune de Noyant-Village.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Réalisation du contrôle périodique | Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 512-58 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 3  | Réalisation du contrôle périodique | Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                                        | Autre information |
|----|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Récépissé de déclaration              | Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48 | Sans objet        |
| 4  | Suites données au contrôle périodique | Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1     | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle périodique de ses installations. Des mesures correctives ayant été prises par l'exploitant (transmission d'un bon de commande validé), il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Récépissé de déclaration

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.<br>Article R. 512-48 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

L'exploitant dispose d'un récépissé du 18/12/2012 pour les rubriques 1510-3, 1511-3, 1530-3, 2220-2 et 2663-2b.

Un point sur la situation administrative du site a été réalisé au regard de l'activité réelle exercée et des évolutions de la nomenclature ICPE.

L'activité porte sur le stockage, le calibrage et le conditionnement de pommes. Elle n'est donc pas concernée par la rubrique 2220-2 (Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc.).

Le site est constitué d'une seule IPD (installation pourvue d'une toiture) comprenant :

- 12 cellules frigorifiques (volume de 24 000 m<sup>3</sup>),
- une cellule dédiée au stockage d'emballages (stockage de cartons et de palettes inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>),
- 2 halls dédiés au calibrage et au conditionnement des pommes,
- une zone de charge pour les chariots.

La quantité de matières combustibles autres que celles conservées dans la partie frigorifique est inférieure à 500 tonnes.

Par conséquent, il s'agit d'un entrepôt exclusivement frigorifique.

Le refroidissement des cellules frigorifiques est réalisé avec un gaz réfrigérant (gaz R1234). Il s'agit d'un gaz appartenant à la famille des HFO et listé à l'annexe II du règlement 2024/573. Ce gaz n'est actuellement pas concerné par un classement sous la rubrique 1185.

Par ailleurs, le site comprend un stockage extérieur de palox plastiques (caisses de conditionnement des pommes) : maximum de 10 000 palox susceptibles d'être stockés, soit un volume maximal de 9 700 m<sup>3</sup>. Ce stockage relève de la rubrique 2663-2 sous le régime de la déclaration.

Concernant le local de charge, l'exploitant indique que la puissance totale de charge des batteries est de 16,8 kW. Par conséquent, le local ne relève pas d'un classement sous la rubrique 2925-1.

Il est donc proposé d'actualiser le classement administratif comme suit :

- rubrique 1511 (entrepôt frigorifique) : volume de 24 000 m<sup>3</sup> → déclaration avec contrôle ;
- rubrique 2663-2 (pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères) : volume maximal de 9700 m<sup>3</sup> → déclaration.

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 2 : Réalisation du contrôle périodique**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 512-58                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.<br>[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué n'avoir réalisé aucun contrôle périodique de ses installations.<br><br><b>Non-conformité :</b> les installations soumises à déclaration périodique ne sont pas contrôlées par un organisme agréé.<br><br>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un devis validé pour faire réaliser un contrôle périodique par la société SOCOTEC. Il n'est donc pas proposé de suite administrative à ce stade.                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>Demande d'action corrective :</b><br>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport faisant suite au contrôle périodique de la société SOCOTEC. Dans le cas où des non-conformités majeures sont mentionnées, l'exploitant devra élaborer un plan listant les actions correctives prévues pour les solder dans le délai réglementaire puis justifier de la conformité réglementaire en faisant réaliser un contrôle périodique complémentaire par l'organisme de contrôle ayant réalisé le contrôle initial. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 3 : Réalisation du contrôle périodique**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA "). |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.</p>                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Voir constat au point de contrôle n°2.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande d'action corrective :</b><br/> Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport faisant suite au contrôle périodique de la société SOCOTEC. Dans le cas où des non-conformités majeures sont mentionnées, l'exploitant devra élaborer un plan listant les actions correctives prévues pour les solder dans le délai réglementaire puis justifier de la conformité réglementaire en faisant réaliser un contrôle périodique complémentaire par l'organisme de contrôle ayant réalisé le contrôle initial.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 4 : Suites données au contrôle périodique**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p> <p>L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :</p> <p>1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;</p> <p>2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>prévu au deuxième alinéa ;</p> <p>3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.</p> <p>Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle périodique n'ayant pas été réalisé, la conformité à la prescription ne peut être déterminée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |